



COMPTE RENDU DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

RÉUNION DU 25 septembre 2014

L'an deux mille quatorze, le vingt cinq septembre deux mille quatorze, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 18 septembre 2014, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Sandrine VITALI pouvoir à Mme Nathalie BRITES - M. Amédée MATRAIRE pouvoir M. Séverin BATFROI - M. Jérôme GIACHINO pouvoir à M. Christian COIGNÉ

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	33
Nombre de conseillers présents	:	30
Nombre de votants	:	33

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Dominique IZZO a été désigné comme secrétaire de séance.

Adoption du compte rendu du conseil municipal du 3 juillet 2014 à l'unanimité des membres présents et représentés.

DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - RAPPORT D'ACTIVITÉ DES POMPES FUNÈBRES INTERCOMMUNALES (PFI) DE LA RÉGION GRENOBLOISE - EXERCICE 2013

Christian COIGNÉ,

VU les articles L.1524-5 et L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 8 de la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 relative aux sociétés d'économie mixte locales modifié par l'article 5 de la loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 ;

CONSIDERANT qu'il convient que le conseil municipal, actionnaire de la SEM PFI, prenne connaissance du rapport d'activité du conseil d'administration de la SEM PFI et des comptes de l'exercice 2012/2013, adoptés par l'assemblée générale en date du 28 février 2014

PROPOSE au conseil municipal :

Ville de Sassenage
B.P.31
38360 Sassenage
Numéro unique pour tous les services municipaux
0810 038 360
Fax : 04 76 53 52 17
mairie@sassenage.fr
www.sassenage.fr
Imprimé sur papier aux normes environnementales
PEFC 10-31-2254 / Certifié PEFC / pefc-france.org

DE PRENDRE ACTE du rapport de gestion et des comptes de la SEM PFI pour l'exercice 2013 approuvés par l'assemblée générale du 28 février 2014.

Documents consultables au 3^{ème} étage de la mairie.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE du rapport de gestion et des comptes de la SEM PFI pour l'exercice 2013 approuvés par l'assemblée générale du 28 février 2014.

DGS - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AU SIRD
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article L.5211-6 du Code général des collectivités territoriales stipulant que, dans un établissement public de coopération intercommunale, les délégués désignés pour former l'organe délibérant de l'établissement public sont élus au sein du conseil municipal de la commune qu'ils représentent ;

VU la délibération du conseil municipal du 15 avril 2014 désignant 4 représentants de la ville de Sassenage au SIRD ;

CONSIDERANT la démission de Monsieur Séverin BATFROI de sa délégation « Construction et maintenance des gymnases et équipements sportifs liés aux établissements scolaires » au SIRD en date du 16 septembre 2014 ;

PRECISE que la représentation des communes au SIRD est de 4 délégués par communes conformément aux statuts du syndicat adoptés le 18 septembre 2013 et entrant en vigueur au 1^{er} avril 2014 ;

PRECISE que ces délégués sont appelés à siéger au sein de commissions dévolues à chacune des compétences du SIRD :

- Concertation et réflexion sur les aménagements, équipements ou projets spécifiques de la rive gauche du Drac, compte tenu de ses particularités géographiques, sociales, économiques et culturelles,
- Construction et maintenance des gymnases et équipements sportifs liés aux établissements scolaires,
- Insertion et emploi,
- Prévention de la délinquance.

RAPPELLE que l'élection a lieu au scrutin secret, à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

PROPOSE au conseil municipal :

D'ELIRE un nouveau délégué de la ville pour assumer la délégation « Construction et maintenance des gymnases et équipements sportifs liés aux établissements scolaires » au SIRD

DE PROCEDER à l'appel de candidature :

- Madame Marie-Frédérique DI RAFFAELE

DE VOTER à main levée à l'unanimité des membres présents et représentés,

DE DIRE que le membre délégué pour siéger au SIRD suite à la démission de Monsieur Séverin BATFROI est désormais :

COMPETENCE :	
Construction et maintenance des gymnases et équipements sportifs liés aux établissements scolaires	<ul style="list-style-type: none">• Madame Marie-Frédérique DI RAFFAELE

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ELIRE un nouveau délégué de la ville pour assumer la délégation « Construction et maintenance des gymnases et équipements sportifs liés aux établissements scolaires » au SIRD

DE PROCEDER à l'appel de candidature :

- Madame Marie-Frédérique DI RAFFAELE

DE VOTER à main levée à l'unanimité des membres présents et représentés,

DE DIRE que le membre délégué pour siéger au SIRD suite à la démission de Monsieur Séverin BATFROI est désormais :

COMPETENCE :	
Construction et maintenance des gymnases et équipements sportifs liés aux établissements scolaires	<ul style="list-style-type: none">• Madame Marie-Frédérique DI RAFFAELE

**DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - DÉCISION MODIFICATIVE
N° 2014 - 02
BUDGET PRINCIPAL**

Jérôme MERLE,

VU les articles 1612-4 et 1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 25 septembre 2014 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la décision modificative n°2014-02 ci-dessous, pour le budget principal :

DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT		
Ajustements – Transferts de crédits		
64111/64	-45 000.00 €	
657362/520	45 000.00 €	
Ouverture de nouveaux crédits		
60632/211	-11 655.00 €	
60632/71	-1 442.00 €	
748371/01		18 803.00 €
6542/022	18 803.00 €	
6811/01/Chap.042	230 000.00€	
023/01 virement à la section d'investissement	- 216 903.00 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	18 803.00 €	18 803.00 €
INVESTISSEMENT		
Ajustements – Transferts de crédits		
2031/211	-43 200.00 €	
21312/211	43 200.00 €	
2031/822	-28 200.00 €	
2041582/822	28 200.00 €	
2031/833	-29 770.00 €	
2315/833	29 770.00 €	
2031/822	-19 230.00 €	
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
2315/833	19 230.00 €	
2031/822	-2 700.00 €	
458101/833	2 700.00 €	
2315/823	8 000.00 €	
022/01	-8 000.00 €	

Ouverture de nouveaux crédits		
2188/420	6 500.00 €	
1328/420		6 500.00 €
21312/211	11 655.00 €	
21318/71	1 442.00 €	
2112/820/ Chap.041	10 000.00 €	
1328/820/ Chap.041		10 000.00 €
28188/01/Chap. 040		230 000.00 €
021/01 virement de la section de fonctionnement		- 216 903.00 €
TOTAL INVESTISSEMENT	29 597.00 €	29 597.00 €
TOTAL GENERAL	48 400.00 €	48 400.00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -

* SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER la décision modificative n°2014-02 ci-dessous, pour le budget principal :

DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT		
Ajustements – Transferts de crédits		
64111/64	-45 000.00 €	
657362/520	45 000.00 €	
Ouverture de nouveaux crédits		

60632/211	-11 655.00 €	
60632/71	-1 442.00 €	
748371/01		18 803.00 €
6542/022	18 803.00 €	
6811/01/Chap.042	230 000.00€	
023/01 virement à la section d'investissement	- 216 903.00 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	18 803.00 €	18 803.00 €
INVESTISSEMENT		
Ajustements – Transferts de crédits		
2031/211	-43 200.00 €	
21312/211	43 200.00 €	
2031/822	-28 200.00 €	
2041582/822	28 200.00 €	
2031/833	-29 770.00 €	
2315/833	29 770.00 €	
2031/822	-19 230.00 €	
DESIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES
2315/833	19 230.00 €	
2031/822	-2 700.00 €	
458101/833	2 700.00 €	
2315/823	8 000.00 €	
022/01	-8 000.00 €	
Ouverture de nouveaux crédits		
2188/420	6 500.00 €	
1328/420		6 500.00 €
21312/211	11 655.00 €	
21318/71	1 442.00 €	
2112/820/ Chap.041	10 000.00 €	
1328/820/ Chap.041		10 000.00 €
28188/01/Chap. 040		230 000.00 €
021/01 virement de la section de fonctionnement		- 216 903.00 €
TOTAL INVESTISSEMENT	29 597.00 €	29 597.00 €
TOTAL GENERAL	48 400.00 €	48 400.00 €

**DGASR – PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET PRINCIPAL
ADMISSIONS EN NON- VALEUR 2014 N°1**

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le courrier de Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine en date du 09 juin 2014 ;

CONSIDERANT que Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine nous informe qu'il n'a pu procéder au recouvrement des cotes, portions de cotes ou produits repris ci-dessous, en raison des motifs de non recouvrement : carence du créancier, insolvabilité, recherches infructueuses.

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits, ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement. Le montant global s'élève à 382,72 €.

Cette dépense sera inscrite au budget 2014 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits, ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement. Le montant global s'élève à 382,72 €.

Cette dépense sera inscrite au budget 2014 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

<p align="center">DGASR – PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - BUDGET PRINCIPAL ADMISSION EN NON- VALEUR – 2014 N°2</p>
--

Jeannine ANTOINE,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le courrier de Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine en date du 27 mai 2014 ;

VU le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

CONSIDERANT que Monsieur le Trésorier Principal de Fontaine nous informe qu'il n'a pu procéder au recouvrement des cotes, portions de cotes ou produits repris ci-dessous en raison des motifs de non recouvrement : carence du créancier, insolvabilité, recherches infructueuses.

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits, ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement. Le montant global s'élève à 18 802,22 euros.

Cette dépense sera inscrite au budget 2014 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER l'état annexé, celui-ci précisant pour chaque titre le montant admis en non valeur.

D'AUTORISER le versement de l'allocation en non-valeur de ces cotes ou produits, ainsi que les frais de poursuites engagés pour le recouvrement. Le montant global s'élève à 18 802,22 €.

Cette dépense sera inscrite au budget 2014 sur le compte budgétaire FIN/6542/ONV.

DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION – SUBVENTION SUPPLÉMENTAIRE CCAS
--

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2311-1 et suivants, L2321-1 et suivants, L 2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

CONSIDERANT la délibération en date du 4 juillet 2014 autorisant le transfert des personnels et activités de l'Espace Familles de la Commune vers le CCAS, il y a lieu de verser une subvention exceptionnelle de 45 000 € au CCAS.

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER le versement de cette subvention complémentaire de fonctionnement d'un montant de 45 000 € utile à l'équilibre budgétaire 2014 du CCAS.

La dépense sera inscrite au budget sur le compte budgétaire suivant :

FIN/ chapitre 65/ compte 657362 (subventions de fonctionnement versées aux établissements et services rattachés/CCAS) / fonction 520/ destination CCAS.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER le versement de cette subvention complémentaire de fonctionnement d'un montant de 45 000 € utile à l'équilibre budgétaire 2014 du CCAS.

La dépense sera inscrite au budget sur le compte budgétaire suivant :

FIN/ chapitre 65/ compte 657362 (subventions de fonctionnement versées aux établissements et services rattachés/CCAS) / fonction 520/ destination CCAS.

DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – INDEMNITÉ DE CONSEIL ALLOUÉE AU COMPTABLE DU TRÉSOR
--

Jérôme MERLE,

VU l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat ;

VU l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires ;

VU l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE DEMANDER le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983,

D'ACCORDER l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an, à compter du renouvellement de l'assemblée délibérante,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage, chaque année, les crédits nécessaires, chapitre 011/6225,

DE DIRE que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à M. François BOUEZ, Receveur principal.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE DEMANDER le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983,

D'ACCORDER l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an, à compter du renouvellement de l'assemblée délibérante,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage, chaque année, les crédits nécessaires, chapitre 011/6225,

DE DIRE que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à M. François BOUEZ, Receveur principal.

DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES
--

Christian COIGNÉ,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT l'avis favorable unanime du Comité Technique Paritaire en date du 16 septembre 2014 ;

CONSIDERANT les ajustements de postes dus à la pérennisation des besoins et une nomination après réussite d'examen professionnel ;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivants :

- 1 poste à temps complet d'adjoint technique 1^{ère} classe
- 1 poste à temps non complet (28 h/semaine) d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 3 postes à temps non complet (29 h 16 mn/semaine) d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (33 h/semaine) d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (29 h 30 mn/semaine) d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (22 h 51 mn/semaine) d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (19 h 30 mn/20 h semaine) d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe

INDIQUE la nécessité de supprimer les postes budgétaires suivants :

- 1 poste à temps complet d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (28 h 45 mn/semaine) d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (22 h 04 mn/semaine) d'adjoint technique 2^{ème} classe
- 1 poste à temps non complet (7 h/20h semaine) d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER les créations et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les créations et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

**DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE -
CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL - AMÉNAGEMENT DE LA ZONE DE
CLÉMENCIÈRE**

Christian COIGNÉ,

VU le Code de l'urbanisme en ses articles L.332-11-3 et suivants et en ses articles R.332-25-1 à R.332-25-3 ;

VU la délibération du conseil municipal du 28 mars 2013 prescrivant l'aménagement de la zone de Clémencière ;

VU les avis des domaines en date du 17 décembre 2013 et 6 janvier 2014 ainsi que le rapport d'expertise de Monsieur Charigon, expert foncier et agricole, en date du 9 décembre 2013 ;

VU le projet de convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre la société civile immobilière du Furon et la commune de Sassenage annexé à la présente délibération ;

VU le courrier du 23 juillet 2014 de Monsieur Christophe FERRARI, Président de Grenoble Alpes Métropole, confirmant l'intérêt métropolitain de la zone de Clémencière également dénommée Vet'innov, et l'engagement de la Métropole en cours de constitution sur la poursuite du montage opérationnel débuté par la commune de Sassenage au 1^{er} janvier 2015 lors du transfert des compétences en matière de création et d'aménagement des zones d'activités économiques et de la voirie au titre de la loi MAPTAM à son profit ;

CONSIDERANT que la SCI du Furon souhaite édifier 6 bâtiments à usage artisanal répartis sur 10 lots pour une surface plancher de 3849 m2 sur les parcelles section AP n°14, 15 et 16 sur la zone d'activités de Clémencière ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme, les propriétaires ou aménageurs de terrains objet d'un projet d'urbanisme peuvent conclure avec la Commune une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) afin de financer tout ou partie des équipements publics rendus nécessaires pour la réalisation de leur projet d'urbanisation ;

PRECISE qu'à cette fin a été établi un projet de requalification, d'aménagement de voirie et des espaces publics ainsi que de reconfiguration de l'accès de la zone de Clémencière en vue d'accueillir de nouvelles activités économiques, pour un coût de revient prévisionnel déduction faite des recettes d'investissement et du FCTVA sur la part des investissements de 2 022 251 € actualisés au 1^{er} janvier 2014 ;

PRECISE que la convention de PUP ne peut mettre à la charge de l'aménageur que le coût des équipements publics répondant aux besoins des usagers et en lien avec les constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ; qu'à cette fin le montant de la participation prise en charge par la SCI du Furon a été arrêté à 107 772 € avant déduction des emprises appartenant à la SCI du Furon par application des alignements de voirie dont la valeur foncière et les indemnités pour préjudice subi arrêtées à 37 813 € par les avis des domaines et le rapport d'expertise visés ci-dessus. Le montant de la participation s'élève donc à 69 959 €.

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec la SCI du Furon la convention de PUP sus-visée ainsi que toute pièce s'y rapportant tels que les actes d'acquisition des terrains issus des alignements nécessaires à l'élargissement de la rue de Clémencière

D'EXONERER, comme en dispose l'article L.332-11-4 du Code de l'urbanisme, les terrains situés dans le périmètre de la convention de la taxe d'aménagement (TA) pour une durée de 6 ans à compter de l'affichage de la signature de la convention ;
DE DIRE

- que les participations seront réglées selon le calendrier de versement décrit à l'article 4.2 de la convention PUP ;

- que la Ville de Sassenage s'engage à réaliser les travaux d'équipement conformément au calendrier précisé à l'article 5 de la même convention sous réserve de la clause de subrogation liée aux transferts de compétence au profit de la Métro en matière de développement économique et de voirie à compter du 1^{er} janvier 2015.

Cette recette figurera sur la ligne budgétaire URBA/1328/CLEME et sera inscrite sur le registre des taxes et contributions d'urbanisme visé à l'article L.332-29 du Code de l'urbanisme.

INDIQUE que les formalités de publicité spécifiques au PUP telles que prévues à l'article R 332-25-2 du Code de l'urbanisme seront également respectées.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SEPT voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Sandrine VITALI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Florence FECHOZ-CHRISTOPHE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - Mme Evelyne ARNAUD - M. Dominique IZZO - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Clément CHASSAING -**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec la SCI du Furon la convention de PUP sus-visée ainsi que toute pièce s'y rapportant tels que les actes d'acquisition des terrains issus des alignements nécessaires à l'élargissement de la rue de Clémencière

D'EXONERER, comme en dispose l'article L.332-11-4 du Code de l'urbanisme, les terrains situés dans le périmètre de la convention de la taxe d'aménagement (TA) pour une durée de 6 ans à compter de l'affichage de la signature de la convention ;

DE DIRE

- que les participations seront réglées selon le calendrier de versement décrit à l'article 4.2 de la convention PUP ;

- que la Ville de Sassenage s'engage à réaliser les travaux d'équipement conformément au calendrier précisé à l'article 5 de la même convention sous réserve de la clause de subrogation liée aux transferts de compétence au profit de la Métro en matière de développement économique et de voirie à compter du 1^{er} janvier 2015.

Cette recette figurera sur la ligne budgétaire URBA/1328/CLEME et sera inscrite sur le registre des taxes et contributions d'urbanisme visé à l'article L.332-29 du Code de l'urbanisme.

INDIQUE que les formalités de publicité spécifiques au PUP telles que prévues à l'article R 332-25-2 du Code de l'urbanisme seront également respectées.

<p align="center">DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE – TERRITOIRES 38 - RAPPORT D'ACTIVITÉ DE L'EXERCICE 2013</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1524-5 qui précise que les organes délibérants des collectivités locales détenant des actions de sociétés d'économie mixte locales doivent se prononcer une fois par an sur le rapport qui leur est soumis par leur représentant au conseil d'administration de la société ;

CONSIDERANT qu'il convient que le conseil municipal, actionnaire de Territoires 38, prenne connaissance du rapport d'activité et des comptes de l'exercice 2013, qui ont été adoptés par l'assemblée générale ordinaire en date du 26 juin 2014 ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport d'activité de TERRITOIRES 38 et de ses résultats financiers de l'exercice 2013, adoptés par l'assemblée générale ordinaire en date du 26 juin 2014.

Documents consultables au service questure

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, **À L'UNANIMITÉ** des membres présents et représentés

DECIDE,
DE PRENDRE ACTE du rapport d'activité de TERRITOIRES 38 et de ses résultats financiers de l'exercice 2013, adoptés par l'assemblée générale ordinaire en date du 26 juin 2014.

**DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE - TRAVAUX D'INSTALLATION
D'UN AUVENT DE PROTECTION DU GYMNASSE DES PIES**

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU le Code général des collectivités territoriales en son article L2122-21 1^{er} alinéa ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment son article L421-1 ;

CONSIDERANT le choix fait par la municipalité, dans le cadre du contrat de partenariat public privé (PPP), de confier l'installation et l'exploitation par le partenaire d'une installation de production d'énergie photovoltaïque et de mettre à disposition la toiture du gymnase des Pies (parcelle cadastrée BB 80) en vue d'y implanter ladite centrale ;

CONSIDERANT les risques de chute de neige depuis la toiture, consécutifs à la pose des panneaux de verre de la centrale, et l'impossibilité d'installer des dispositifs d'arrêt de neige en partie « basse » de cette toiture ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger les utilisateurs du gymnase des Pies, la Commune envisage de faire procéder, par l'intermédiaire de l'entreprise Citéos, à l'installation d'un auvent de protection.

PRECISE que ces travaux sont soumis à autorisation d'urbanisme préalable ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'HABILITER Monsieur le Maire à déposer les autorisations d'urbanisme relatives à l'installation d'un auvent de protection sur le gymnase des Pies.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'HABILITER Monsieur le Maire à déposer les autorisations d'urbanisme relatives à l'installation d'un auvent de protection sur le gymnase des Pies.

**DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – TRAVAUX D'EAU POTABLE –
CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE**

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération en date du 16 décembre 2013 approuvant le contrat d'exploitation des installations de production, d'adduction et de fourniture d'eau potable ;

VU l'article 33 du contrat signé avec la SPL Eau de Grenoble qui prévoit la possibilité à la commune de déléguer la maîtrise d'ouvrage à la SPL pour les travaux relatifs aux

installations, équipements, et réseaux d'eau potable moyennant une rémunération à hauteur de 8% du montant total des travaux en question ;

CONSIDERANT la nécessité de réaliser des travaux de rénovation du réseau d'eau potable sur différents sites de la commune ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le maire à signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour les travaux de rénovation du réseau d'eau potable à la SPL Eau de Grenoble,

CONSIDERANT que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2014, pour un montant de 809 880 € en travaux compte EAU/2315/EAU et pour un montant de 64 790,40 € en maîtrise d'œuvre compte EAU/2031/EAU

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le maire à signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour les travaux de rénovation du réseau d'eau potable à la SPL Eau de Grenoble,

CONSIDERANT que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2014, pour un montant de 809 880 € en travaux compte EAU/2315/EAU et pour un montant de 64 790,40 € en maîtrise d'œuvre compte EAU/2031/EAU

<p align="center">DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX - AMÉNAGEMENT DES DIGUES DU FURON AVENANT N° 1 AU CONTRAT DE MAÎTRISE D'ŒUVRE</p>

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

VU l'article L. 2122-21 6° du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 19 II 2° du code des marchés publics ;

VU le marché de maîtrise d'œuvre notifié à Hydrétudes le 29 septembre 2013 ;

VU l'article 10.2 du Cahier des Charges Administratives et Particulières ;

CONSIDERANT que l'avancée des études de conception en phase PRO a permis une définition plus détaillée du coût des travaux, il convient de figer de façon définitive la rémunération du maître d'œuvre,

CONSIDERANT que la part de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux, lors de la signature du marché de maîtrise d'œuvre était de 2 505 562 € HT,

CONSIDERANT que le coût des travaux en phase PRO a évolué et est estimé à 2 448 183,57 € HT, le forfait de rémunération du maître d'œuvre sera ajusté en conséquence.

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le maire à signer l'avenant n°1 au contrat de maîtrise d'œuvre conclu avec Hydrétudes, ainsi que tous actes afférents ;

PRECISE que les crédits sont prévus au BP 2014 sur les comptes BETVOI/2315/FURON et BETVOI/458101/FURON

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le maire à signer l'avenant n°1 au contrat de maîtrise d'œuvre conclu avec Hydrétudes, ainsi que tous actes afférents ;

PRECISE que les crédits sont prévus au BP 2014 sur les comptes BETVOI/2315/FURON et BETVOI/458101/FURON

<p align="center">DGASP – PÔLE CULTURE – TARIF HORAIRE DU PERSONNEL TECHNIQUE INTERMITTENT AU THÉÂTRE EN ROND</p>
--

Séverin BATFROI,

VU les articles L. 3123-31 à L. 3123-35 et l'article D. 3123-4 du code du travail

VU la LOI n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi

CONSIDERANT les tarifs pratiqués dans l'agglomération grenobloise sur le taux horaire dans le cas d'embauche de personnel intermittent et pour faciliter l'emploi de personnel qualifié intermittent disponible, compétent et désireux d'œuvrer au Théâtre en Rond,

INDIQUE la nécessité d'augmenter le taux horaire ;

PRECISE qu'une étude a été menée auprès des autres structures culturelles de l'agglomération grenobloise et qu'une synthèse a été établie ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER l'augmentation du taux horaire appliqué dans le cas d'une embauche de personnel technique intermittent au Théâtre en Rond. Ce taux horaire de 13 € brut sera effectif à compter du 1^{er} octobre 2014.

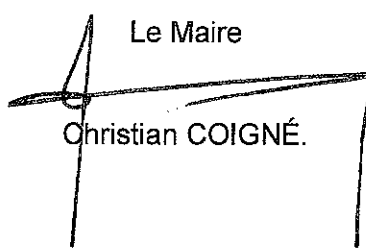
LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés


DECIDE,

D'AUTORISER l'augmentation du taux horaire appliqué dans le cas d'une embauche de personnel technique intermittent au Théâtre en Rond. Ce taux horaire de 13 € brut sera effectif à compter du 1^{er} octobre 2014.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 29 septembre 2014

Le Maire

Christian COIGNÉ.



Affichage le : 30 septembre 2014

